



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine.

COMMUNIQUE

SENEGAL: Coup d'Etat constitutionnel, intimidation et arrestation des défenseurs des droits de l'Homme

La Représentation permanente de la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme auprès des Nations Unies a été informée de l'arrestation de Monsieur Alioune TINE, Président de la RADDHO et coordonnateur du Mouvement Citoyen dénommé M23¹. Cette arrestation de Monsieur TINE s'inscrit dans un scénario mis en place par les plus hautes autorités de l'Etat tendant à porter atteinte à l'intégrité physique, psychologique et à la privation de liberté à un défenseur des droits de l'Homme.

Des faits le prouvent:

Le 22 juin 2011, plusieurs radios et chaînes de télévision sénégalaises avaient diffusé les propos tenus à la presse par le premier ministre le 21 juin, qui s'en prenait à la société civile dans son ensemble, en citant nommément Alioune TINE.

Le 23 juin 2011 Alioune TINE avait été battu et blessé par des membres du Parti démocratique sénégalais. Il avait perdu connaissance et fut interné pendant plusieurs jours à l'Hôpital principal de Dakar. A ce jour, en dépit de nombreux éléments de preuve mis à la disposition de la justice permettant d'identifier sans mal les agresseurs de M. TINE, aucun progrès n'a été réalisé dans ce dossier, ce qui laisse penser à une impunité organisée des auteurs de l'agression.

Le 10 octobre 2011, le Président de la République aurait formulé de fausses accusations par voie de presse dans le journal *Le Pays*, affirmant que M. Alioune Tine et la RADDHO appelaient "à la violence et à l'insurrection", et qu'il traduirait en justice M. Tine s'il n'arrêtait pas d'"inviter les gens à des manifestations violentes".

Compte tenu de ces faits, et au regard d'un contexte politique pré-électoral explosif marqué par la volonté du chef de l'Etat de forcer une candidature jugée inconstitutionnelle et irrecevable, au sens des articles 27 et 104 de la constitution sénégalaise. De la décision du Conseil constitutionnel qui, sans statuer sur le fond valide la candidature du président sortant, parce que remplissant les formes!

La RADDHO auprès des Nations Unies s'inquiète de l'existence d'un plan de liquidation physique de Alioune TINE et des manœuvres politiques du régime tendant à installer un climat d'insécurité préjudiciable au calendrier électoral.

La Représentation permanente de la RADDHO auprès des Nations Unies à Genève:

Soutien le combat du Mouvement citoyen M 23 pour le respect de l'Etat de droit, de l'esprit et de la lettre de la charte fondamentale du pays, la Constitution qui a trop souffert de tripatouillages à des fins de dévolution monarchique du pouvoir.

¹ Mouvement né Le 23 juin 2011 suite à une manifestation citoyenne de grande ampleur qui avait forcé le président à retirer un projet de modification de la Constitution, prévoyant l'élection simultanée d'un président et d'un vice-président de la République, qui permettrait alors au président en fonction de faciliter l'accès au pouvoir à son vice-président.

Condamne le bâillonnement des libertés à manifester des citoyens et les tentatives d'intimidation des leaders de la société civile sénégalaise.

Invite l'Etat du Sénégal à se conformer aux dispositions de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1998, et plus particulièrement :

- son article 1 qui stipule que “chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation de tous les droits de l'Homme et de toutes les libertés fondamentales aux niveaux national et international”;
- son article 5, qui prévoit que "afin de promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, aux niveaux national et international: a) de se réunir et de se rassembler pacifiquement; b) de former des organisations, associations ou groupes non gouvernementaux, de s'y affilier et d'y participer”

Exige la libération immédiate de Alioune TINE et la garantie en toutes circonstances de son intégrité physique et psychologique.

Demande de Mettre un terme à toute forme de harcèlement à l'encontre des défenseurs des droits de l'Homme au Sénégal, afin qu'ils puissent exercer leur profession et mener leurs activités de défense des droits de l'Homme librement et sans entrave en respect aux dispositions ci-dessus mentionnées.

Interpelle la Communauté internationale sur les menaces qui pèsent sur la paix civile au Sénégal suite à la décision du Conseil constitutionnel d'appliquer la volonté du président sortant de briguer indûment un troisième mandat consécutif.

Invite solennellement, le Président sortant, à l'âge de 87 ans, de bien vouloir faire valoir ses droits à la retraite et préserver son pays des tensions perceptibles qui guettent le Sénégal.

Fait à Genève, le 30 janvier 2012

Contacts : Dr. Ibrahima GUISSÉ Tel. +4179 654 03 59

Biro DIAWARA.Tel +417644679866

Me Ganda CAMARA Tel. + 33610181958

Copies à : Haut-commissariat aux droits de l'Homme

Mission du Sénégal auprès des Nations Unies à Genève

Mission des Etats-Unis d'Amérique auprès des Nations Unies à Genève

Mission Suisse auprès des Nations Unies à Genève

Mission du Royaume Uni auprès des Nations Unies à Genève

Délégation de l'Union européenne auprès des Nations Unies à Genève

Représentation de l'Union africaine auprès des Nations Unies, Genève

Représentation permanente de l'OIF auprès des Nations Unies à Genève

OMCT / Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, Genève

Magazine d'information Continent premier